



**DECISION N° 133 /ART&P/DG/19**

**Portant attribution de blocs de numéros pour les services de communications  
électroniques mobiles à Atlantique Télécom Togo**

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AUTORITE DE REGLEMENTATION DES SECTEURS  
DE POSTES ET DE TELECOMMUNICATIONS**

Sur rapport conjoint du directeur technique, du directeur administratif et financier et du directeur des affaires juridiques et de la réglementation,

Vu la loi n°2012-018 du 17 décembre 2012 sur les communications électroniques modifiée par la loi n°2013-003 du 19 février 2013 ;

Vu le décret n°2015-091/PR du 27 novembre 2015 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) ;

Vu le décret n°2018-144/PR du 03 octobre 2018 portant modification du décret n°2014-112/PR du 30 avril 2014 portant sur l'interconnexion et l'accès aux réseaux de communications électroniques ;

Vu le décret n°2018-145/PR du 03 octobre 2018 portant modification du décret n°2014-088/PR du 31 mars 2014 portant sur les régimes juridiques applicables aux activités de communications électroniques ;

Vu le décret n°2018-174/PR du 10 décembre 2018 fixant les taux, les modalités de recouvrement et d'affectation des redevances dues par les opérateurs et exploitants de réseaux et services de communications électroniques, les fournisseurs d'équipements et terminaux et les installateurs d'équipements radioélectriques ;

Vu l'arrêté n°009/MPT/CAB du 13 juillet 2012 portant nomination du directeur général par intérim de l'Autorité de Réglementation des secteurs de Postes et de Télécommunications ;

Vu l'arrêté n°006/MPEN/CAB du 12 juin 2018 portant extension à la 4G et renouvellement de la licence d'opérateur d'Atlantique Télécom Togo (Moov) pour l'extension et l'exploitation de réseaux de communications électroniques mobiles ;

Vu la décision n°2011-002/ART&P/CD du 26 avril 2011 portant adoption du plan national de numérotation ;

*AB*

Considérant la demande d'attribution de bloc de numéros adressée par Atlantique Télécom Togo à l'Autorité de Réglementation des secteurs de Postes et de Télécommunications (ART&P) le 03 juin 2019 ;

**DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup> : Objet**

**La société Atlantique Télécom Togo**

Boulevard de la paix

BP : 14511 Lomé

Tél : + 228 22 20 01 01

Fax : + 228 22 20 13 23

Représentée par **Monsieur Abdellah TABHIRET, Directeur Général**

Est autorisée à exploiter les ressources en numérotation ci-après :

ABP	AB PQ MC DU
793	79 3x xx xx
794	79 4x xx xx
795	79 5x xx xx

**Article 2 : Services exploités**

Les ressources en numérotation attribuées, dont les ABP sont précisées à l'article premier de la présente décision, sont destinées à la fourniture de services de communications électroniques mobiles ouverts au public.

**Article 3 : Durée**

La présente autorisation couvre la durée de validité de la Licence d'établissement et d'exploitation de réseaux et services de communications électroniques ouverts au public, accordée au Titulaire.

L'Autorité de Régulation peut mettre fin à la présente autorisation en cas de nécessité publique ou de réaménagement du plan de numérotation, conformément à la réglementation en vigueur.

**Article 4 : Caractère personnel de l'autorisation**

La présente autorisation est strictement personnelle au Titulaire. A cet effet, il ne peut la céder sous quelle que forme à un tiers.



## **Article 5 : Champ d'application de l'autorisation**

La présentation Autorisation est valable uniquement pour les besoins exprimés à l'article 2. Toutefois, le Titulaire peut, dans le cadre de ses activités, demander l'extension de la présente autorisation à d'autres besoins justifiés.

## **Article 6 : Sanctions**

Sans préjudice de tous autres droits et recours applicables en vertu de la loi sur les communications électroniques, l'Autorité de Régulation peut infliger au Titulaire des sanctions, y compris pécuniaires, dans les cas suivants :

- a. utilisation d'une ressource en numérotation autre que celle visée à l'article 1<sup>er</sup> de la présente autorisation ;
- b. utilisation de la ressource à d'autres fins que celles visées à l'article 2 de la présente autorisation ;
- c. non-respect de l'une ou l'autre des obligations prévues par la réglementation applicable ;
- d. non-respect d'une décision ou directive de l'Autorité de Régulation.

## **Article 7 : Redevances**

Le Titulaire est tenu de payer à l'Autorité de Régulation toutes les redevances prévues par la législation en vigueur.

## **Article 8 : Renouvellement de l'autorisation**

La présente autorisation devient caduque à l'expiration de la Licence d'exploitation de réseaux et services de communications électroniques ouverts au public, accordée au Titulaire. Son renouvellement est lié au renouvellement de cette Licence.

En cas de non renouvellement de la présente autorisation, pour quelle que raison que ce soit, le maintien de l'exploitation des ressources par le Titulaire, est constitutif d'infraction à la loi sur les communications électroniques et à ses textes d'application.

## **Article 9 : Retrait des ressources en numérotation**

Sous réserve de tout droit de recours, l'Autorité de Régulation peut, retirer les ressources en numérotation attribuées au Titulaire si elles ne sont pas utilisées douze (12) mois après la date d'attribution. Le Titulaire ne peut prétendre à aucun remboursement ou dédommagement de la part de l'Autorité de Régulation.

### Article 10 : Règlement de différends

Tout différend portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente autorisation est réglé par voie amiable.

### Article 11 : Entrée en vigueur

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Fait à Lomé, le **13 AOUT 2019**

Le Directeur Général



**Abayeh BOYODI**

### Ampliation

ART&P..... 3  
Intéressé..... 1